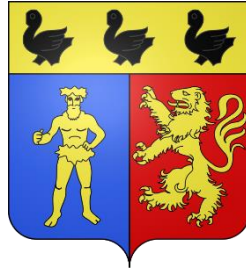


PLAN LOCAL D'URBANISME

Commune de MÂLAIN

(21373)



MODIFICATION SIMPLIFIÉE N°3

PIECE N°A – AVIS DE LA MRAe

PLU approuvé par délibération du 01/02/2012

Modification simplifiée n°3 prescrite par arrêté du Maire du 07/03/2024

Modification simplifiée n°1 approuvée par délibération du :

DATE ET VISA

DOSSIER DE MISE À DISPOSITION



Cabinet d'urbanisme DORGAT

3 Avenue de la Découverte

21 000 DIJON

03.80.73.05.90

dorgat@dorgat.fr

www.dorgat.fr

Objet : Notification MRAe BFC - Avis de l'autorité environnementale sur le projet de modification simplifiée n°3 du PLU à Malain (21)

Bonjour,

Je vous informe de l'avis de la mission régionale d'autorité environnementale de Bourgogne-Franche-Comté sur le projet de :

Modification simplifiée n°3 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Malain (21)

Avis étudié à la demande de la commune de Malain (Côte-d'Or))

Avis tacite du 22 septembre 2024 (réputé favorable à l'exposé mentionné au 2° de l'article R. 104-34) :

2024ACBFC45

Formulaire PLU :

[BFC-2024-4487 PDF - 633.3 ko](#)

Consultable sur :

<https://www.mrae.developpement-durable.gouv.fr/avis-conformes-de-la-mrae-bourgogne-franche-comte-a1219.html>

Cordialement,

Pour la MRAe BFC,

--

Frédérique SEGOND

Chargée de procédures administratives


Service Transition Ecologique (STE)

Département Evaluation Environnementale (DEE)

DREAL Bourgogne-Franche-Comté

5 voie Gisèle Halimi - BP 31269 - 25005 BESANÇON cedex

www.bourgogne-franche-comte.developpement-durable.gouv.fr

	
PREFET DE LA REGION BOURGOGNE-FRANCHE-COMTE	Direction régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement
<i>Liberté</i>	
<i>Égalité</i>	
<i>Fraternité</i>	

Avis conformes de la MRAe Bourgogne-Franche-Comté en 2024

Avis conformes

MRAe Bourgogne-Franche-Comté

Publié le 19/01/2024 | Mis à jour le 23/09/2024

SEPTEMBRE

AOUT

JUILLET

JUIN

MAI

AVRIL

MARS

FÉVRIER

SEPTEMBRE

Modification simplifiée n°3 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Malain (21)

Avis étudié à la demande de la commune de Malain (Côte-d'Or))

Avis tacite du 22 septembre 2024 (réputé favorable à l'exposé mentionné au 2° de l'article R. 104-34) :

2024ACBFC45

Formulaire PLU :

BFC-2024-4487

PDF - 633.3 ko



PLAN LOCAL D'URBANISME

Commune de MÂLAIN

(21373)



MODIFICATION SIMPLIFIÉE N°3

DEMANDE DE CAS PAR CAS

JUILLET 2024


Sommaire du dossier :

- FORMULAIRE DE DEMANDE
- ANNEXE 1 : NOTICE DE PRESENTATION
- ANNEXE 2 : CARTOGRAPHIE DU SECTEUR CONCERNE PAR LA PROCEDURE
- ANNEXE 3 : AUTO-EVALUATION
- ANNEXE 4 : VERSION DEMATERIALISEE DU PLU APPROUVE



Cabinet d'urbanisme DORGAT

3 Avenue de la Découverte
21 000 DIJON
03.80.73.05.90

	<p align="center">Examen au cas par cas réalisé par la personne publique responsable en application des articles R. 104-33 à R. 104-37 du code de l'urbanisme pour un plan local d'urbanisme</p> <p align="center">Demande d'avis conforme à l'autorité environnementale sur l'absence de nécessité de réaliser une évaluation environnementale</p> <hr/> <p align="center">Articles R. 104-33 à R. 104-37 du code de l'urbanisme</p>
---	--

En cas d'avis tacite, le formulaire sera publié sur le site Internet de l'autorité environnementale

Avant de remplir cette demande, lire attentivement la notice explicative.

Votre attention est appelée sur le fait que les réponses apportées dans les cases de ce formulaire constituent des éléments particuliers sur lesquels votre analyse prendra appui, mais ils ne constituent pas l'analyse qui est à développer (rubrique 6)

Cadre réservé à l'autorité environnementale		
Date de réception :	Date de demande de pièces complémentaires :	N° d'enregistrement
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

1. Identification de la personne publique responsable
Dénomination
Commune de Mâlain
SIRET/SIREN
212 103 733 00011
Coordonnées (adresse, téléphone, courriel)
Mairie, 38 rue Maurice Bene 21410 Mâlain
Nom, prénom et qualité de la personne physique habilitée à représenter la personne publique responsable
Nicolas BENETON, Maire de Mâlain
Nom, prénom et qualité de la personne physique ressource (service technique, bureau d'étude, etc.)
Laëtitia REMONDINI, Urbaniste associée, cabinet DORGAT
Coordonnées de la personne physique ressource (adresse, téléphone, courriel)
3 avenue de la Découverte, 21000 DIJON – dorgat@dorgat.fr – 03.80.73.05.90
2. Identification du PLU

2.1 Type de document concerné (PLU, PLU(i))

PLU

2.2 Intitulé du document

Plan Local d'Urbanisme de Mâlain

2.3 Le cas échéant, la date d'approbation et l'adresse du site Internet qui permet de prendre connaissance du document

PLU approuvé le 01/02/2012

<https://www.geoportail-urbanisme.gouv.fr/>

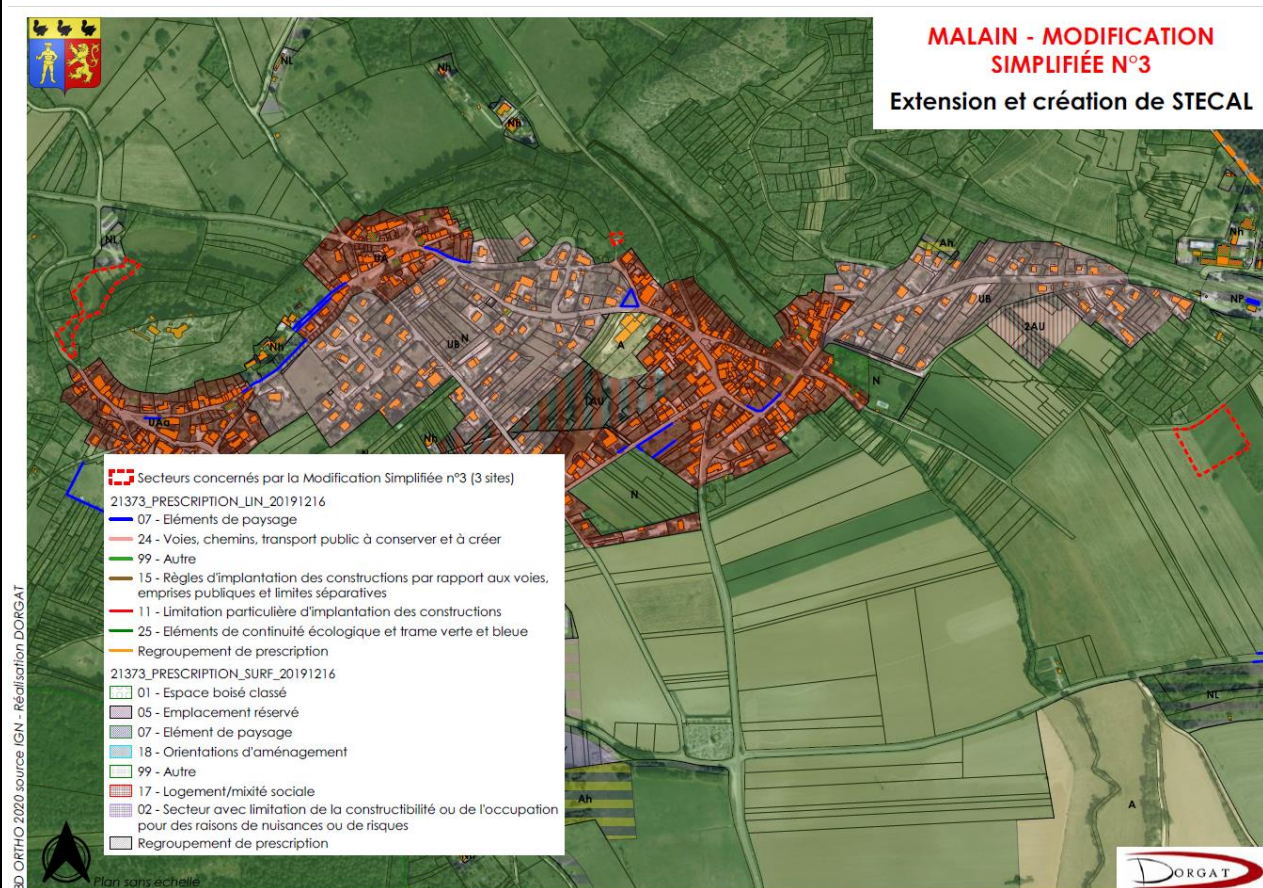
2.4 Territoire (commune(s) ou EPCI) couvert par le PLU

Commune de Mâlain

2.5 Secteurs du territoire concernés par la procédure de révision, de modification ou de mise en compatibilité du PLU (matérialiser la localisation sur un document graphique)

Tous les secteurs concernés par la procédure sont situés en zone N du PLU.

- Le premier est situé à l'Ouest du château au nord de la rue du four
- Le second est situé au nord de la rue des vignes
- Le troisième est situé dans un espace entre la voie ferrée et la RD104C
-



3. Contexte de la planification
3.1 Documents de rang supérieur et documents applicables
Le territoire est-il couvert par un document de planification régionale (SAR, SDRIF, PADDUC, SRADDET) ?
<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Si oui, nom du document et date d'approbation :
Schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET) approuvé le 16/09/2020, en cours de modification n°1
Le territoire est-il couvert par un SCoT ?
<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, nom du SCoT et date d'approbation :
Sans objet
Le territoire est-il couvert par d'autres types de documents exprimant une politique sectorielle (schéma d'aménagement et de gestion des eaux, plan de gestion des risques d'inondation, charte de parc naturel, PCAET, etc.) ?
-Schémas directeurs d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) du bassin Rhône-Méditerranée, approuvé le 21 mars 2022. - Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (S.A.G.E) de l'Ouche approuvé le 13/12/2013 - Contrat de rivière de l'Ouche. -Schéma Régional Éolien du 26 juin 2012 -Plans de gestion des risques d'inondation 2022-2027 du bassin Rhône-Méditerranée (bassin versant de l'Ouche). -Schéma de Cohérence Écologique (SRCE) de Bourgogne adopté le 16/11/2015
3.2 Précédentes évaluations environnementales du PLU
Le PLU a fait l'objet d'une évaluation environnementale lors de son élaboration
<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser la date de l'avis de l'AE sur l'évaluation environnementale
Si non, préciser, le cas échéant, la date de la décision issue de l'examen au cas par cas concluant à l'absence de nécessité de réaliser une évaluation environnementale
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Si cette évaluation environnementale a été réalisée, a-t-elle été actualisée ?
<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser la date de l'actualisation
Mars 2019 lors de la Déclaration de Projet emportant mise en compatibilité du PLU

Comment l'avis de l'autorité environnementale relatif à cette évaluation environnementale ou son actualisation a été pris en compte ? Expliquer les conséquences sur la procédure actuelle
Sans objet
Depuis l'évaluation environnementale initiale, ou sa dernière actualisation, le PLU a fait l'objet d'une procédure d'évolution qui n'a pas fait l'objet d'évaluation environnementale <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Sans objet
Si oui, préciser sa date d'approbation et son objet
Sans objet

4. Type de procédure engagée et objectifs de la procédure donnant lieu à la saisine
4.1 Type de procédure (révision, modification, mise en compatibilité) et fondement juridique
Modification simplifiée n°3 du PLU – Article L153-45 du Code de l'urbanisme
4.2 Caractéristiques générales du territoire couvert par le PLU
4.2.1 Population concernée par le document, d'après le dernier recensement de la population (données INSEE)
784 habitants au 01/01/2023 (INSEE)

4.2.2 Caractéristiques spatiales				
Superficie totale (en hectares)	1121.9 hectares			
Superficie par zones	Actuellement		Après évolution	
	Superficie (en ha)	Pourcentage de la superficie du territoire	Superficie (en ha)	Pourcentage de superficie du territoire
zones U	43	3.85 %	Inchangée	Inchangée
zones 1 AU	2.9	0.26 %	Inchangée	Inchangée
zones 2 AU	0.9	0.08 %	Inchangée	Inchangée
zones A	34.5	3.07 %	Inchangée	Inchangée
zones N	1040	92.7 %	Inchangée	Inchangée
Total	1121.9	100 %	Inchangée	Inchangée
4.2.3 Rappel des objectifs chiffrés de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain fixés par le projet d'aménagement et de développement durables (PADD).				

Le PADD du PLU de 2012, n'abordait pas les questions relatives à la consommation de l'espace ni à l'étalement urbain, aucune enveloppe maximale de consommation foncière n'a été établie. Aucun objectif chiffré de consommation d'espace n'a été établie.

Pour autant, le projet de modification n'a pas vocation à impacter de manière significative la consommation d'espace de la commune dans la mesure où la seule consommation projetée s'élève à environ 0.47 ha.

4.3 Caractéristiques de la procédure

4.3.1 Contenu et objectifs de la procédure

Objectifs de la procédure tels que prévus par l'arrêté du Maire :

- L'extension du STECAL (Secteur de Taille et de Capacité d'Accueil Limité) NL existant afin de répondre aux besoins d'aménagements et de constructions résultants de la « foire des sorcières ».
- La création de deux STECAL au sein de la zone N afin de permettre la réalisation d'un bâtiment de stockage à destination des services municipaux et la réalisation de constructions et aménagements nécessaires à une exploitation agricole de maraîchage.

Contenu de la modification :

Matérialisation graphique sur le plan de zonage de l'extension du STECAL NI aux abords du château d'une part et de la création des STECAL Na et Nm d'autre part.

Modification du règlement textuel du PLU visant à intégrer ces évolutions graphiques et à réglementer les constructions et aménagements au sein de ces STECAL, en particulier concernant les nouveaux STECAL créés.

4.3.2 La procédure a pour objet d'ouvrir une ou des zones à l'urbanisation ou de pouvoir autoriser des constructions

☒ Oui

☐ Non

Si oui, préciser la localisation et la superficie

La procédure a pour objet de créer 2 STECAL et d'en étendre un préexistant. Les surfaces concernées sont les suivantes : 0.47 ha (extension STECAL NI (surface actuelle : 3440 m², soit surface future 8185 m² suite à l'extension de 4745 m²), 0.02 ha (création STECAL Nm) et 0.63 ha (création STECAL Na). Seuls 0.47 ha (extension STECAL NI) sont susceptibles de générer une consommation d'ENAF.

Les incidences sur l'environnement de cette ouverture à l'urbanisation, ainsi que les incidences au regard des objectifs de conservation d'un site Natura 2000 ou, pour les territoires ultra-marins, au regard des objectifs de conservation des espaces nécessaires aux fonctionnalités écologiques ont-elles été analysées dans l'évaluation environnementale initiale ou dans sa version actualisée ?

☐ Oui

☒ Non

Si oui, préciser les pages de l'évaluation environnementale initiale ou de son actualisation et l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance du document

Sans objet

4.3.3 La procédure a pour objet ou pour effet d'augmenter la densité de certains secteurs <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser la localisation et la superficie
Sans objet
4.3.4 La procédure a pour objet :
- de créer un espace boisé classé <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser la localisation et la superficie
Sans objet
- de déclasser un espace boisé classé <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser la localisation et la superficie
Sans objet
- de classer de nouveaux espaces agricoles, naturels ou forestiers <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser la localisation et les superficies
Sans objet
- de déclasser un espace agricole, naturel ou forestier <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser la localisation et les superficies
Sans objet
- de créer de nouvelles protections environnementales <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser les protections et leurs superficies
Sans objet
- de supprimer une protection édictée en raison des risques de nuisance, qualité des sites, paysages, milieux naturels <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser les protections et leurs superficies
Sans objet
4.4 Mise en compatibilité du PLU dans le cadre d'une déclaration de projet

- Description de l'opération ou du projet nécessitant la mise en compatibilité et indications des éléments devant être mis en compatibilité avec le projet			
Sans objet			
- Le projet concerné par la mise en compatibilité est soumis à évaluation environnementale : <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non			
Si oui, préciser l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance de la décision issue de l'examen au cas par cas ou de l'étude d'impact du projet concerné par la mise en compatibilité			
Sans objet			
4.5 Mise en compatibilité du PLU dans le cadre d'une procédure intégrée (L. 300-6-1)			
- Description de l'opération ou du projet nécessitant la mise en compatibilité et indications des éléments devant être mis en compatibilité avec le projet			
- Le projet concerné par la mise en compatibilité est soumis à évaluation environnementale : <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non			
Si oui, préciser l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance de la décision issue de l'examen au cas par cas ou de l'étude d'impact du projet concerné par la mise en compatibilité			
Sans objet			
4.6 Mise en compatibilité du PLU avec un document supérieur			
- Document(s) avec le(s)quel(s) le PLU est mis en compatibilité : parmi les documents listés à la rubrique 3.1 , intitulé du document, date d'approbation et l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance du document			
Sans objet			
- Motif pour lequel le PLU est mis en compatibilité			
Sans objet			
4.7 La procédure a des effets au-delà des frontières nationales			
<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non			
Si oui, préciser les effets			
Sans objet			

5. Sensibilité environnementale du territoire concerné par la procédure			
5.1 Le plan local d'urbanisme est concerné par :			
	Oui	Non	Si oui, précisez
Les dispositions de la loi montagne	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

Annexe II

Les dispositions de la loi littoral	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un site désigné Natura 2000 en application de l'article L. 414-1 du code de l'environnement (ZICO, ZPS, ZSC)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	La commune est concernée par le site Natura 2000 de « cavités à chauve-souris en Bourgogne » de type Zone Spéciale de Conservation (ZSC)
Un cœur de parc national délimité en application de l'article L. 331-2 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Une réserve naturelle ou un périmètre de protection autour d'une réserve instituée en application, respectivement, des articles L. 332-1 et L. 332-16 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un site inscrit ou classé en application des articles L. 341-1 et L. 341-2 du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Site inscrit aux MH des fouilles archéologiques de la Boussière (vestiges gallo-romains)
Un plan de prévention des risques technologiques prévu à l'article L. 515-15 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un plan de prévention des risques naturels prévisibles prévu à l'article L. 562-1 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un périmètre des servitudes relatives aux installations classées pour la protection de l'environnement instituées en application de l'article L. 515-8 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un périmètre des servitudes sur des terrains pollués, sur l'emprise des sites de stockage de déchets, sur l'emprise d'anciennes carrières ou dans le voisinage d'un site de stockage géologique de dioxyde de carbone instituées en application de l'article L. 515-12 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Un plan de prévention des risques miniers prévus à l'article L. 174-5 du code minier	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

Annexe II

Un site patrimonial remarquable créé en application des articles L. 631-1 et L. 632-2 du code du patrimoine	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Des abords des monuments historiques prévus aux articles L. 621-30 et L. 621-31 du code du patrimoine	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Une zone humide prévue à l'article L. 211-1 du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Les zones humides recensées par la DREAL se cantonnent aux abords immédiats du ruisseau de la Douix.
Une trame verte et bleue prévue à l'article L. 371-1 du code de l'environnement (préciser réservoir de biodiversité et/ou corridor écologique)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	L'Etat Initial de l'Environnement du PLU de 2012 ne détaille pas précisément ces notions mais ces derniers sont principalement identifiables dans les boisements (de la Chassagne notamment), dans la vallée de la Douix et sa ripisylve (corridor écologique) et dans la zone bocagère du plateau. Corridor écologique de trame verte (forêt) (SRCE) passant au Nord du bourg et traversant la commune d'Est en Ouest. Sous-trame pelouse « zones acidophiles ou calcicoles » impactant en partie le secteur maraîcher Na.
Une ZNIEFF (préciser type I ou II) prévue à l'article L. 411-1 A du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	- ZNIEFF de type I «Vallon de la Douix à Baulme la Roche et à Mâlain, combes de Lantenay à Ancey» - ZNIEFF de type II « Montagne dijonnaise de la vallée de l'Ignon à la vallée de l'Ouche »
Un espace naturel sensible prévu à l'article L. 113-8 du code de l'urbanisme	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un espace concerné par : - un arrêté de protection de biotope prévu à l'article R. 411-15 du code de l'environnement ; - un arrêté le listant comme un site d'intérêt géologique prévu à l'article R. 411-17-1 du même code ; - un arrêté le listant comme une zone prioritaire pour la biodiversité prévue à l'article R. 411-17-3 du même code	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un espace boisé classé prévu à l'article L. 113-1 du code de	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Plusieurs EBC sont présent sur le règlement graphique du PLU en

l'urbanisme, une forêt de protection prévue à l'article L. 141-1 du code forestier			vigueur (ex : Mont Chauvin, Boise de Perrigny...). Ne concernent pas les secteurs concernés par la MS.
Autre protection	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<p>Périmètres de protection de captage :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Périmètre éloigné pour la source de Morcueil - Périmètres rapprochés (avec captages) sur les Monts situés à l'Est et à l'Ouest du village) <p>Servitude AS1 : source des Nazoires et Source de Morcueil.</p> <p>Servitude AC1 (MH) : Croix du XVIème siècle (vers l'église) et vestiges gallo-romains de « La Boussière ».</p>

5.2 Le ou les secteurs qui font l'objet de la procédure donnant lieu à la saisine sont concernés par :

	Oui	Non	Si oui, précisez
Les dispositions de la loi montagne	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Les dispositions de la loi littoral	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un plan de prévention des risques technologiques prévu à l'article L. 515-15 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un plan de prévention des risques naturels prévisibles prévu à l'article L. 562-1 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un périmètre des servitudes relatives aux installations classées pour la protection de l'environnement instituées en application de l'article L. 515-8 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un périmètre des servitudes sur des terrains pollués, sur l'emprise des sites de stockage de déchets, sur l'emprise d'anciennes carrières ou dans le voisinage d'un site de stockage géologique de dioxyde de carbone instituées en application de	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

l'article L. 515-12 du code de l'environnement			
Un plan de prévention des risques miniers prévus à l'article L. 174-5 du code minier	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Autre protection	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

5.3 Le ou les secteurs qui font l'objet de la procédure donnant lieu à la saisine se situent dans ou à proximité :

	Oui	Non	Lequel et à quelle distance ?
D'un site désigné Natura 2000 en application de l'article L. 414-1 du code de l'environnement (ZICO, ZPS, ZSC)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Site Natura 2000 « Cavités à chauves-souris en Bourgogne » (ZSC). Le site recouvre 50% du tissu bâti de la commune et concerne 2 secteurs sur les 3 objets à la MS. Le futur STECAL Na n'est pas concerné.
D'un cœur de parc national délimité en application de l'article L. 331-2 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
D'une réserve naturelle ou un périmètre de protection autour d'une réserve instituée en application, respectivement, de l'article L. 332-1 et des articles L. 332-16 à L. 332-18 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
D'un site inscrit ou classé en application des articles L. 341-1 et L. 341-2 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

D'un site patrimonial remarquable créé en application des articles L. 631-1 et L. 632-2 du code du patrimoine	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
D'un abord des monuments historiques prévus aux articles L. 621-30 et L. 621-31 du code du patrimoine	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
D'une zone humide prévue à l'article L. 211-1 du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	La ripisylve du ruisseau de la Douix. Située en contrebas du secteur sur lequel est projeté la création du STECAL Nm (environ 80 à 150m de distance et environ 20m de dénivelé)
D'une trame verte et bleue prévue à l'article L. 371-1 du code de l'environnement (préciser réservoir	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Les 3 secteurs concernés par la MS ne sont pas situés dans la trame verte et bleue à l'exception du STECAL NI à étendre. En effet, une

Annexe II

de biodiversité et/ou corridor écologique)			<p>trame verte relie les Monts qui encadrent le village, en passant par le secteur du Château sur lequel est situé le STECAL NI ainsi que l'espace d'extension envisagé. Sous-trame pelouse « zones acidophiles ou calcicoles » impactant en partie le secteur maraicher Na.</p> <p>Pour autant, le projet de modification simplifiée n'a pas vocation à impacter ces espaces naturels de manière déterminante.</p>
D'une ZNIEFF (préciser type I ou II) prévue à l'article L. 411-1 A du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<p>ZNIEFF de type I «Vallon de la Douix à Baulme la Roche et à Mâlain, combes de Lantenay à Ancey» Concerne 2 secteurs objets de la MS sur 3 : NI et Nm.</p> <p>- ZNIEFF de type II « Montagne dijonnaise de la vallée de l'IGNON à la vallée de l'Ouche » englobe la quasi-totalité du village</p> <p>Pour autant, le projet de modification simplifiée n'a pas vocation à impacter ces espaces naturels.</p>
D'un espace naturel sensible prévu à l'article L. 113-8 du code de l'urbanisme	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
D'un espace concerné par : - un arrêté de protection de biotope prévu à l'article R. 411-15 du code de l'environnement ; - un arrêté le listant comme un site d'intérêt géologique prévu à l'article R. 411-17-1 du même code ; - un arrêté le listant comme une zone prioritaire pour la biodiversité prévue à l'article R. 411-17-3 du même code	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
D'un espace boisé classé prévu à l'article L. 113-1 du code de l'urbanisme, une forêt de protection prévue à l'article L. 141-1 du code forestier	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
D'un secteur délimité par le plan local d'urbanisme en application de l'article L. 151-19 du code de l'urbanisme	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.


D'un secteur délimité par le plan local d'urbanisme en application de l'article L. 151-23 du code de l'urbanisme	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Autre protection	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
5.4 Des constructions à usage d'habitation ou des établissements recevant du public sont-ils prévus dans des zones de nuisances (nuisances sonores, qualité de l'air, pollution des sols, etc.) ?			
<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non			
Si oui, précisez :			
Sans objet			

6. Auto-évaluation
L'auto-évaluation doit identifier les effets potentiels de la procédure qui fait l'objet du présent formulaire compte-tenu de sa nature, de sa localisation – c'est-à-dire en prenant en compte la sensibilité du territoire concerné - et expliquer pourquoi la procédure concernée n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement.
<i>Se reporter à la rubrique 6 de la notice explicative pour le détail de la démarche permettant l'auto-évaluation. Fournir une note détaillée en annexe (cf. point 8).</i>

7. Autres procédures consultatives
7.1 Date prévisionnelle de transmission du projet aux personnes publiques associées
Septembre 2024
7.2 Autres consultations envisagées (consultations obligatoires et facultatives)
CDPENAF au titre de la création/extension de STECAL en zone N ainsi que M. le Préfet au titre de la demande de dérogation à la constructibilité limitée en l'absence de SCoT.
7.3 Procédure de participation du public envisagée
- enquête publique <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
- participation du public par voie électronique <input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
- enquête publique unique organisée avec une ou plusieurs autres procédures <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser lesquelles
Sans objet
- autre, préciser les modalités

Mise à disposition du public de l'article L. 153-47 du Code de l'urbanisme (1 mois)

8. Annexes	
8.1 Annexes obligatoires	
1	Dossier de révision, modification ou mise en compatibilité du PLU (comprenant notamment, le cas échéant, l'exposé des motifs des changements apportés) <input checked="" type="checkbox"/>
2	Documents graphiques matérialisant la localisation des secteurs du territoire concernés par la procédure soumise à l'avis de l'autorité environnementale et comportant des zooms qui permettent de localiser et identifier les secteurs avant et après mise en œuvre des opérations (rubrique 2.5). <input checked="" type="checkbox"/>
3	L'auto-évaluation (rubrique 6) <input checked="" type="checkbox"/>
4	Version dématérialisée du document mentionné dans les rubriques 2.3, 4.3.2, 4.4, 4.5 et 4.6 lorsqu'il n'est pas consultable sur un site <i>Internet</i> <i>Rubrique 2.3 : PLU actuel => consultable sur internet</i> <i>Rubrique 4.3.2 : Ouverture à l'urbanisation => sans objet en l'espèce</i> <i>Rubrique 4.4 : Mise en compatibilité => sans objet en l'espèce</i> <i>Rubrique 4.5 : Autre mise en compatibilité procédure intégrée => sans objet en l'espèce</i> <i>Rubrique 4.6 : Mise en compatibilité norme supérieure => Sans objet en l'espèce</i> <input type="checkbox"/>
8.2 Autres annexes volontairement transmises par le déposant	
Veuillez préciser les annexes jointes au présent formulaire, ainsi que les rubriques auxquelles elles se rattachent	
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.	

9. Engagement et signature			
Je certifie sur l'honneur l'exactitude des renseignements ci-dessus			
(personne publique responsable)			
Fait à	Mâlain	le,	15/07/2024
Nom	BENETON	Prénom	Nicolas
Qualité	Maire de Mâlain		
Signature			
			

Annexe II

--

PLAN LOCAL D'URBANISME

Commune de MÂLAIN

(21373)



MODIFICATION SIMPLIFIEE N°3 PIECE N°2 – NOTICE DE PRÉSENTATION

PLU approuvé par délibération du 01/02/2012
Modification simplifiée n°3 prescrite par arrêté du Maire du 07/03/2024
Modification simplifiée n°3 approuvée par délibération du :
DATE ET VISA

AVANT-PROJET



Cabinet d'urbanisme DORGAT

3 Avenue de la Découverte
21 000 DIJON
03.80.73.05.90
dorgat@dorgat.fr
www.dorgat.fr

CHAPITRE 1 : OBJET DE LA MODIFICATION	3
DEFINITION DES OBJECTIFS DE LA MODIFICATION SIMPLIFIEE N°3	3
CHOIX DE LA PROCEDURE	4
CHAPITRE 2 : LA MODIFICATION DES PIECES DU PLU	5
L'EXTENSION DU STECAL NL EXISTANT AFIN DE REpondRE AUX BESOINS D'AMENAGEMENTS ET DE CONSTRUCTIONS RESULTANTS DE LA « FOIRE DES SORCIERES »	5
LA MODIFICATION DU REGLEMENT GRAPHIQUE	5
LA MODIFICATION DU REGLEMENT TEXTUEL	5
LA CREATION DU STECAL Nm POUR PERMETTRE LA REALISATION D'UN BATIMENT DE STOCKAGE A DESTINATION DES SERVICES MUNICIPAUX ET LA CREATION DU STECAL Na POUR PERMETTRE LA REALISATION DE CONSTRUCTIONS ET AMENAGEMENTS NECESSAIRES A UNE EXPLOITATION AGRICOLE DE MARAICHAGE	6
LA MODIFICATION DU REGLEMENT GRAPHIQUE	6
LA MODIFICATION DU REGLEMENT TEXTUEL	6
CHAPITRE 3 : PRISE EN COMPTE DE L'ENVIRONNEMENT ET DES NORMES SUPÉRIEURES	14
CADRAGE PREALABLE	14
LE RESPECT DE LA HIERARCHIE DES NORMES	15
LA PRISE EN COMPTE DE L'ENVIRONNEMENT	16

CHAPITRE 1 : OBJET DE LA MODIFICATION

DEFINITION DES OBJECTIFS DE LA MODIFICATION SIMPLIFIEE N°3

La Commune de MÂLAIN est couverte par un Plan Local d'Urbanisme approuvé le 01/02/2012.

La présente procédure de modification simplifiée n°3 du Plan Local d'Urbanisme a été lancée par arrêté du Maire n°1/2024 en date du 07/03/2024 :

« en vue de permettre l'ajustement des prescriptions réglementaires de la zone N pour :

- L'extension du STECAL (Secteur de Taille et de Capacité d'Accueil Limité) NL existant afin de répondre aux besoins d'aménagements et de constructions résultants de la « foire des sorcières ».
- La création de deux STECAL au sein de la zone N afin de permettre la réalisation d'un bâtiment de stockage à destination des services municipaux et la réalisation de constructions et aménagements nécessaires à une exploitation agricole de maraîchage.

D'autres ajustements réglementaires pourront être apportés s'ils permettent une amélioration du règlement ou s'ils sont liés aux modifications apportées. Dans ce cas ces modifications feront l'objet d'un arrêté complémentaire ».

Le Conseil Municipal a entériné le principe de cette modification simplifiée n°3 et fixé les modalités de mise à disposition du public de cette dernière par délibération du 18/03/2024.

Le PLU actuel est trop contraignant en ce qu'il exclut toute construction et tout aménagement au sein de la zone N alors même que cette dernière représente une part déterminante de la surface totale du territoire communal. Si un tel régime de prescription stricte est favorable à la préservation théorique de différents enjeux : environnementaux, agricoles, paysagers... il pose toutefois des problématiques majeures, notamment face à des besoins ponctuels, en particulier liés aux équipements publics et/ou d'intérêt collectif qui sont habituellement admis en zone N. Par conséquent, les besoins en aménagements/constructions découlant de la foire des sorcières ne peuvent être satisfaits par le PLU actuel, ce qui requière d'étendre le STECAL NL existant afin d'y intégrer les espaces habituellement mobilisés (et en partie aménagés et bâtis) lors de la foire des sorcières.

De même le PLU de 2012, comprend peu de zones A, en particulier à proximité de la trame urbaine, ce qui restreint de manière significative les possibilités d'activités de maraîchages. Dès lors, il n'est pas possible en l'état pour les maraîchers exploitant des terres agricoles en frange urbaine d'implanter quelques serres permettant la pérennité de l'activité agricole maraîchère. Ainsi, seule la création du STECAL Na permettra de solutionner cette problématique, sans porter atteinte à l'équilibre visé par le PLU en vigueur.

S'agissant du projet de création d'un bâtiment de stockage, le règlement actuel de la zone N ne permet pas la réalisation de « constructions » en zone N. La seule exception mentionnée consiste en la réalisation « d'ouvrages et installations techniques nécessaires aux équipements d'infrastructures et au fonctionnement du service public ». Sont des « installations techniques » au sens du PLU : « toute installation nécessaire à un service d'intérêt collectif : ex poteaux, pylônes... ». Les « ouvrages » ne sont pas explicités par le PLU mais ne sont traditionnellement pas définis comme des « bâtiments ». Ainsi, le PLU actuel s'oppose à la réalisation d'un bâtiment de stockage en zone N. La création d'un STECAL Nm permettra de pallier cette difficulté et de réaliser ledit bâtiment de stockage à destination des services municipaux.

CHOIX DE LA PROCEDURE

L'article L153-36 du Code de l'Urbanisme dispose : « sous réserve des cas où une révision s'impose en application de l'article L153-31, le Plan Local d'Urbanisme est modifié lorsque l'établissement public de coopération intercommunale ou la commune décide de modifier le règlement, les orientations d'aménagement et de programmation ou le programme d'orientations et d'actions ». En l'espèce, l'objet poursuivie par la procédure mise en œuvre à MÂLAIN est précisément la modification du règlement du PLU. La procédure juridique est donc bien celle de la modification.

La modification peut être de deux ordres : de droit commun (article L153-41 CU) ou simplifiée (articles L153-45 à 48 CU).

Conformément à l'article L.153-45 du Code de l'Urbanisme, la procédure de modification simplifiée peut être engagée lorsqu'elle porte sur :

1. la majoration des possibilités de construire prévues à l'article L.151-28 du code de l'urbanisme (agrandissement ou construction de bâtiments à usage d'habitation, bonus de constructibilité pour mixité sociale, bonus de constructibilité pour performance énergétique et modulation de ce bonus) ;
2. la rectification d'une erreur matérielle ;
3. la modification du règlement ou des orientations d'aménagement et de programmation, dans tous les autres cas que ceux évoqués pour les autres procédures (art. L153-36 et L.153-41 du code de l'urbanisme).

Ainsi, les modifications mises en œuvre dans le cadre de la modification simplifiée ne doivent pas :

4. Créer des orientations d'aménagement et de programmation de secteur d'aménagement valant création d'une zone d'aménagement concerté (L.153-31 CU)
5. Ouvrir à l'urbanisation une zone à urbaniser qui, dans les neuf ans suivant sa création, n'a pas été ouverte à l'urbanisation ou n'a pas fait l'objet d'acquisitions foncières significatives de la part de la commune ou de l'établissement public de coopération intercommunale compétent, directement ou par l'intermédiaire d'un opérateur foncier (L.153-31 CU)
6. Réduire la surface d'une zone urbaine ou à urbaniser (L.153-41 CU)
7. Réduire un espace boisé classé, une zone agricole ou une zone naturelle (L.153-31 CU)
8. Réduire une protection édictée en raison des risques de nuisance, de la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels, ou d'une évolution de nature à induire de graves risques de nuisance (L.153-31 CU)
9. Changer les orientations du PADD (L.153-31 CU)
10. Diminuer ou majorer de plus de 20% les possibilités de construire résultant, au sein d'une zone, de l'application de l'ensemble des règles (L.153-41 CU)

Comme exposé précédemment, les modifications ne portent que sur des ajustements réglementaires, elles ne sont pas de nature à entrer dans le champ d'une procédure plus lourde d'évolution du PLU. Les modifications envisagées ne réduisent pas les possibilités de construire. La seule évolution graphique étant l'extension d'un Secteur de Taille et de Capacité d'Accueil Limité (STECAL) existant ainsi que la création de 2 nouveaux STECAL en zone N.

La modification simplifiée constitue donc la procédure adaptée au regard des évolutions envisagées. Les modifications poursuivies dans le cadre de la procédure s'inscrivent en compatibilité avec les orientations du Projet d'Aménagement et de Développement Durables du PLU. Elles n'ont aucune incidence sur la prévention des risques.

CHAPITRE 2 : LA MODIFICATION DES PIÈCES DU PLU

Afin de faciliter la compréhension globale de la présente notice, les modifications réglementaires du règlement textuel sont mises en avant avec un jeu de couleur (texte **barré** pour les suppressions et texte **vert** pour les ajouts).

L'EXTENSION DU STECAL NI EXISTANT AFIN DE REpondre AUX BESOINS D'AMENAGEMENTS ET DE CONSTRUCTIONS RESULTANTS DE LA « FOIRE DES SORCIERES »

LA MODIFICATION DU REGLEMENT GRAPHIQUE

Afin de matérialiser l'emprise concernée par l'extension du STECAL, celui-ci a été matérialisé sur le règlement graphique du PLU en tant que prescription surfacique. Ce STECAL est identifié en application de **l'article L151-13 du Code de l'Urbanisme** :

« Le règlement peut, à titre exceptionnel, délimiter dans les zones naturelles, agricoles ou forestières des secteurs de taille et de capacité d'accueil limitées dans lesquels peuvent être autorisés :

1° Des constructions ;

2° Des aires d'accueil et des terrains familiaux locatifs destinés à l'habitat des gens du voyage au sens de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage ;

3° Des résidences démontables constituant l'habitat permanent de leurs utilisateurs.

Il précise les conditions de hauteur, d'implantation et de densité des constructions, permettant d'assurer leur insertion dans l'environnement et leur compatibilité avec le maintien du caractère naturel, agricole ou forestier de la zone.

Il fixe les conditions relatives aux raccordements aux réseaux publics, ainsi que les conditions relatives à l'hygiène et à la sécurité auxquelles les constructions, les résidences démontables ou les résidences mobiles doivent satisfaire.

Ces secteurs sont délimités après avis de la commission départementale de la préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers prévue à l'article L. 112-1-1 du code rural et de la pêche maritime.

Leur caractère exceptionnel s'apprécie, entre autres critères, en fonction des caractéristiques du territoire, du type d'urbanisation du secteur, de la distance entre les constructions ou de la desserte par les réseaux ou par les équipements collectifs ».

LA MODIFICATION DU REGLEMENT TEXTUEL

La procédure de modification simplifiée du PLU vise à étendre le STECAL NI vers le Sud afin d'inclure les espaces mobilisés lors de la « foire des sorcières » et de permettre ainsi les aménagements et constructions autorisés dans ce secteur. Il n'est pas prévu de modification du règlement textuel, le régime prévu pour le STECAL NI existant répondant aux besoins mis en évidence.

LA CREATION DU STECAL Nm POUR PERMETTRE LA REALISATION D'UN BATIMENT DE STOCKAGE A DESTINATION DES SERVICES MUNICIPAUX ET LA CREATION DU STECAL Na POUR PERMETTRE LA REALISATION DE CONSTRUCTIONS ET AMENAGEMENTS NECESSAIRES A UNE EXPLOITATION AGRICOLE DE MARAICHAGE

LA MODIFICATION DU REGLEMENT GRAPHIQUE

Afin de matérialiser l'emprise concernée par la création de chacun des STECAL, ceux-ci ont été matérialisés sur le règlement graphique du PLU en tant que prescriptions surfaciques. Ces STECAL sont identifiés en application de **l'article L151-13 du Code de l'Urbanisme** :

« Le règlement peut, à titre exceptionnel, délimiter dans les zones naturelles, agricoles ou forestières des secteurs de taille et de capacité d'accueil limitées dans lesquels peuvent être autorisés :

1° Des constructions ;

2° Des aires d'accueil et des terrains familiaux locatifs destinés à l'habitat des gens du voyage au sens de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage ;

3° Des résidences démontables constituant l'habitat permanent de leurs utilisateurs.

Il précise les conditions de hauteur, d'implantation et de densité des constructions, permettant d'assurer leur insertion dans l'environnement et leur compatibilité avec le maintien du caractère naturel, agricole ou forestier de la zone.

Il fixe les conditions relatives aux raccordements aux réseaux publics, ainsi que les conditions relatives à l'hygiène et à la sécurité auxquelles les constructions, les résidences démontables ou les résidences mobiles doivent satisfaire.

Ces secteurs sont délimités après avis de la commission départementale de la préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers prévue à l'article L. 112-1-1 du code rural et de la pêche maritime.

Leur caractère exceptionnel s'apprécie, entre autres critères, en fonction des caractéristiques du territoire, du type d'urbanisation du secteur, de la distance entre les constructions ou de la desserte par les réseaux ou par les équipements collectifs ».

LA MODIFICATION DU REGLEMENT TEXTUEL

DISPOSITIONS GÉNÉRALES :

ARTICLE 3 – DIVISION DU TERRITOIRE EN ZONES :

Le PLU divise le territoire intéressé en zones urbaines, en zones à urbaniser, en zones agricoles et en zones naturelles.

- Les zones urbaines sont repérées sur les documents graphiques par un sigle commençant par la lettre « U », elles sont regroupées dans le titre II du présent règlement et comprennent :

- Zone UA à vocation principale d'habitat dense dans laquelle peuvent s'implanter certaines activités.
 - Elle comprend un secteur UAa à protéger pour des motifs d'ordre esthétique, où les démolitions sont soumises à autorisation préalable.

Elle comporte une zone d'exposition au bruit correspondant à une bande de terrain de 300 mètres de large délimitée de part et d'autre de la voie ferrée Paris-Lyon, voie de type I

- Zone UB à vocation d'habitat peut également accueillir des constructions à vocation artisanale, de commerces ou de services.

Elle comporte une zone d'exposition au bruit correspondant à une bande de terrain de 300 mètres de large délimitée de part et d'autre de la voie ferrée Paris-Lyon, voie de type I.

- Zone UY à vocation d'activités artisanales

- Les zones à urbaniser sont repérées sur les documents graphiques par un sigle commençant par les lettres « AU », elles sont regroupées au titre III du présent règlement et comprennent :

- Zone 1AU à vocation d'habitat pouvant également accueillir des activités, ouverte immédiatement à l'urbanisation, soit au coup par coup, soit sous la forme d'opération d'aménagement d'ensemble.
- Zone 2AU à vocation d'habitat, fermée à l'urbanisation aujourd'hui et à urbaniser sous la forme d'opérations d'aménagement d'ensemble.

Elle comporte une zone d'exposition au bruit correspondant à une bande de terrain de 300 mètres de large délimitée de part et d'autre de la voie ferrée Paris-Lyon, voie de type I.

- La zone agricole est repérée sur les documents graphiques par un sigle commençant par la lettre « A », elle est regroupée au titre IV du présent règlement et comprend :

- Secteur Ah à vocation d'activités horticoles, maraîchères et viticoles.
- Elle comporte une zone d'exposition au bruit correspondant à une bande de terrain de 300 mètres de large délimitée de part et d'autre de la voie ferrée Paris-Lyon, voie de type I.

- La zone naturelle est repérée sur les documents graphiques par un sigle commençant par la lettre « N », elle est regroupée au titre V du présent règlement et comprend les secteurs :

- Secteur Nc à vocation d'activités golfiques
- Secteur Nh à vocation touristique et d'habitat
- Secteur NL à vocation de loisirs
- Secteur Ng à vocation d'habitations légères de Loisirs
- Secteur Ns à vocation d'équipements publics et sportifs
- Secteur Np relatif à l'aménagement d'une aire de stationnement et d'une aire de retournement pour les bus à proximité de la halte ferroviaire.
- **Secteur Na à vocation agricole**
- **Secteur Nm relatif à la réalisation d'un bâtiment de stockage à destination des services municipaux**

Elle comporte une zone d'exposition au bruit correspondant à une bande de terrain de 300 mètres de large délimitée de part et d'autre de la voie ferrée Paris-Lyon, voie de type I

Elle comporte une zone d'exposition au bruit correspondant à une bande de terrain de 250 mètres de large délimitée de part et d'autre de l'autoroute A38

- Les emplacements réservés, les espaces boisés classés et éléments identifiés au titre de la loi Paysage

- ❖ Les emplacements réservés sont repérés aux documents graphiques et répertoriés dans une liste figurant dans les annexes du présent dossier
- ❖ Les espaces boisés classés, au titre de l'article L.130-1, sont repérés aux documents graphiques et sont mentionnés en rappels pour chaque zone concernée.

- ❖ Les éléments identifiés au titre de l'article L.123-1-5 7° sont repérés sur un document graphique et une liste figurant dans les annexes du présent dossier.

CHAPITRE 1 : DISPOSITIONS APPLICABLES A LA ZONE N

Caractère et vocation de la zone

Cette zone comprend les terrains de Mâlain à protéger en raison de la qualité des sites, des milieux naturels, des paysages et de leur intérêt, notamment du point de vue esthétique, historique ou écologique ou de l'existence d'une exploitation forestière.

Cette zone comprend :

- Des secteurs Nh comportant des constructions à usage d'habitations,
- Des secteurs NI à vocation de loisirs et pouvant comporter des constructions à usage de loisirs, Un secteur Ns affecté aux équipements publics et installations sportives
- Un secteur Nc relatif à une occupation du sol par une activité golfique Un secteur Ng relatif à une implantation d'habitations légères de loisirs
- Un secteur Np relatif à l'aménagement d'une aire de stationnement et d'une aire de retournement pour les bus à proximité de la halte ferroviaire.
- **Un secteur Na à vocation agricole**
- **Un secteur Nm relatif à la réalisation d'un bâtiment de stockage à destination des services municipaux**

Une zone d'exposition au bruit correspondant à une bande de terrain de 300 mètres de large délimité de part et d'autre de la voie ferrée Paris-Lyon, voie de type I, comme indiqué sur les documents graphiques par un ruban de trame grisée.

Une zone d'exposition au bruit correspondant à une bande de terrain de 250 mètres de large délimité de part et d'autre de l'autoroute A38, comme indiqué sur les documents graphiques par un ruban de trame grisée.

Toutes interventions sur les éléments identifiés au titre de l'article L 123-1-7 (cf rapport de présentation) sont soumises à déclaration préalable.

SECTION 1 – NATURE DE L'OCCUPATION ET DE L'UTILISATION DU SOL

Article N1 – Type d'occupation ou d'utilisation des sols interdits :

Rappel

Les demandes d'autorisation de défrichements sont irrecevables dans les espaces boisés classés. Sont interdits dans toute la zone :

- Les constructions de toute nature à l'exception de celles autorisées à l'article N2,

Article N2 – Occupation et utilisation du sol soumise à des conditions particulières :

2.2 Nonobstant les dispositions de l'article N1, peuvent être autorisées sous conditions :

Sur l'ensemble de la zone N et de ses sous secteurs Nh, NI, Np, Ns, Nc et Ng :

Les ouvrages et installations techniques nécessaires aux équipements d'infrastructure et au fonctionnement du service public,

Les ouvrages et installations techniques liés au transport de l'électricité et de gaz

Sur le secteur Nh :

- Les extensions des constructions existantes à vocation d'habitation,
- Les abris de jardins, garages et annexes dépendant d'habitations existantes,
- La reconstruction des bâtiments après sinistre, affectés à la même destination et dans les limites de la surface de plancher hors œuvre brute correspondant à celle détruite,

Sur le secteur Nc :

- Les constructions et installations indispensables à une activité golfique avec un maximum de 3 bâtiments.

Sur le secteur Ng :

- Les Habitations Légères de Loisirs définies par le Code de l'Urbanisme, avec un maximum de 15 constructions.

Sur le secteur NI :

- Les annexes et bâtiments liés à une activité de loisir, touristique ou à une construction existante
- Les aires de stationnement

Sur le secteur Np :

- Les aires de stationnement

Sur le secteur Ns :

- Les équipements publics d'intérêt général et sportifs.
- Les aires de stationnement

Sur le secteur Na :

- **Les constructions et aménagements liés à une activité agricole.**

Sur le secteur Nm :

- **Les constructions et aménagements liés aux locaux techniques et industriels des administrations publiques et assimilées ainsi qu'aux locaux et bureaux accueillant du public des administrations publiques et assimilées.**

Section II Condition de l'Occupation du Sol

Article N3 – Voirie et accès :

3.1 Généralités.

Les caractéristiques des accès et des voies nouvelles doivent permettre de satisfaire aux règles minimales de desserte : carrossabilité, défense contre l'incendie, protection civile...

3.2 Voirie.

Les sorties particulières de voitures doivent disposer d'une plate -forme d'attente, garage éventuel compris.

3.3 Accès.

Tout nouvel accès sur la RD 33 est interdit.

Pour recevoir les constructions, ou permettre les extensions et modifications, ou installations non interdites par les articles précédents, un terrain doit avoir accès à une voie publique ou une voie privée ouverte au public soit directement, soit par l'intermédiaire d'un passage aménagé sur fonds voisins.

Toute opération doit prendre le minimum d'accès sur les voies publiques.

L'aménagement des accès et de leurs débouchés sur la voie de desserte doit être tel, qu'ils soient adaptés au mode d'occupation des sols envisagé, et qu'ils ne nuisent pas à la sécurité et à la fluidité de la circulation.

Article N4 – Desserte par les réseaux :

4.1 Alimentation en eau

eau potable :

Le raccordement sur le réseau public de distribution d'eau potable est obligatoire pour toute opération qui requiert une alimentation en eau. Il doit être exécuté conformément aux normes techniques en vigueur.

4.2 Assainissement

eaux usées domestiques (eaux vannes et ménagères) :

Le long des voies desservies par le réseau public de collecte des eaux usées aboutissant à une station d'épuration, le raccordement à ce réseau est obligatoire pour toute opération nouvelle susceptible de produire des eaux usées.

En l'absence de réseau public, ou dans l'impossibilité de s'y raccorder :

l'assainissement individuel est obligatoire et soumis à une étude de faisabilité préalable.

Les dispositions adoptées devront être conformes aux recommandations du SPANC fixant les principes techniques applicables aux systèmes d'assainissement non collectifs.

Le raccordement ultérieur au réseau collectif d'assainissement est obligatoire lorsqu'il sera réalisé. La commune doit s'assurer de la conformité réglementaire de l'installation.

eaux pluviales :

Les aménagements réalisés sur un terrain ne doivent pas faire obstacle au libre écoulement des eaux pluviales des fonds supérieurs ni aggraver la servitude d'écoulement des eaux pluviales des maisons, cours, jardins, pars et enclos attenants aux constructions constituant des fonds inférieurs.

Les eaux pluviales s'écoulant sur le domaine public seront collectées par canalisations ou caniveaux, selon l'exutoire et les dispositions arrêtées par la commune ou par les services techniques la conseillant.

Dans un souci d'économie de la ressource en eau, la récupération des eaux pluviales pour une utilisation non domestique est recommandée.

4.3 Electricité et téléphone.

L'enfouissement des réseaux ou leur dissimulation seront demandés en fonction des possibilités techniques de réalisation.

Tout transformateur ou appareil d'éclairage public, nouveau ou remis à neuf, sera aménagé de manière à ne pas nuire et à contribuer à la mise en valeur du paysage.

Article N5 – Caractéristique des terrains :

Article non réglementé.

Article N6 – Implantation des constructions par rapport aux voies et emprises publiques.

Non réglementé sur les secteurs Nm et Na.

Les constructions peuvent être implantées soit à l'alignement, ou respecter un recul minimum de 4 mètres.

Article N7 – Implantation des constructions par rapport aux limites séparatives.

Les constructions peuvent être implantées :

- soit en limite séparative,
- soit en respectant une marge d'isolement telle que la distance comptée horizontalement entre tout point du bâtiment et le point le plus proche de la limite séparative soit au moins égale à la moitié de la différence d'altitude entre ces deux points avec un minimum de 3 mètres.

Article N8 – Implantation des constructions les unes par rapport aux autres sur une même propriété.

Non réglementée sur les secteurs NI, Nh, Ns, Np, Nc, **Nm et Na.**

Sur le secteur Ng, les différents corps de bâtiments construits sur une même propriété devront être implantés à une distance minimale de 5 mètres.

Toutefois, un recul pourra être exigé au cas par cas pour des raisons de sécurité, d'accessibilité ou d'intégration paysagère ou architecturale.

Article N9 Emprise au sol

Non réglementé sur le secteur Nc, NI Np, Ns, **Nm et Na.**

Sur le secteur Ng, un CES de 0.05 s'applique.

Sur le secteur Nh, l'emprise au sol totale des constructions à édifier sur un même terrain ne peut excéder 20% de la surface du terrain.

Article N10 Hauteur des constructions

Sur les secteurs Nh, Ns, Nc **et Nm**

La hauteur des constructions ne peut excéder 10 mètres au faîtage du toit.

Sur les secteurs NI, Np **et Na**

La hauteur des constructions ne peut excéder 6 mètres au faîtage du toit.

Sur le secteur Ng :

La hauteur des constructions est limitée à un rez-de-chaussée.

Article N11 Aspect extérieur

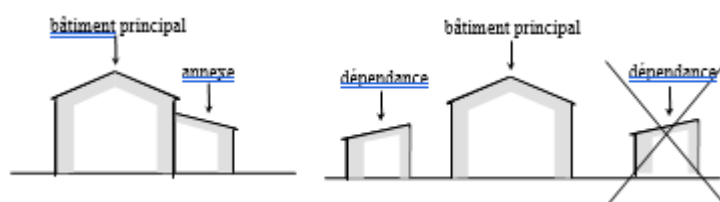
Généralités

Les constructions y compris les annexes doivent présenter un aspect compatible avec le caractère ou l'intérêt des lieux avoisinants, du site et des paysages.

Toitures

Les constructions à usage d'habitation, liées à une activité touristique d'hébergement ou sportive doivent présenter une toiture à deux versants minimum et respecter une pente minimale de 35°.

Les toitures à un seul versant sur volume isolé sont interdites sauf pour les appentis et dépendances. Néanmoins, elles peuvent être admises en cas d'extension de bâtiments principaux



Matériaux et couleurs.

Les matériaux de couverture doivent s'harmoniser avec ceux des constructions avoisinantes : Les couleurs vives et le blanc intégral sont interdits.

L'emploi sans enduit des matériaux destinés à être recouverts tels que les carreaux de plâtre, parpaings agglomérés, ... est interdit pour les façades et les murs de clôture.

- Ces dispositions ne s'appliquent pas aux serres, aux vérandas ou aux constructions présentant des innovations technologiques (ex : énergie solaire) qui pourront être autorisées, sous réserve de la prise en compte de l'environnement et de l'intégration de la construction dans le paysage urbain de la commune.

Clôtures

Les clôtures à proximité immédiate des accès des établissements et carrefours des voies ouvertes à la circulation doivent être établies de telle sorte qu'elles ne créent pas de gêne pour la circulation publique, notamment en diminuant la visibilité.

Article N12 : Stationnement

Le stationnement des véhicules correspondant aux besoins des constructions et installations doit être assuré en dehors des voies publiques et des voies privées susceptibles d'être affectées à la circulation publique.

Article N13 : Espaces libres et plantations

Les espaces boisés classés figurant au Plan sont soumis aux dispositions des articles L.130-1 du Code de l'Urbanisme.

Les haies existantes devront être préservées dans leur plus grande longueur. En cas de coupe obligatoire, les arbustes ou arbres arrachés seront remplacés par de nouvelles bandes végétales similaires

Une bande boisée d'une largeur de 20 mètres sera obligatoirement maintenue le long de la RD 33 Sur les secteurs Nc et Ng :

60% de l'espace présenteront un aspect paysager ou boisé.

Section III Possibilités maximales d'occupation du sol

Article N14 COEFFICIENT D'OCCUPATION DU SOL

Néant

CHAPITRE 3 : PRISE EN COMPTE DE L'ENVIRONNEMENT ET DES NORMES SUPÉRIEURES

CADRAGE PREALABLE

Par **arrêt n°400420 du 19 juillet 2017**, le Conseil d'État a jugé que les procédures de modification des plans locaux d'urbanisme et de mises en compatibilité des documents d'urbanisme avec un document d'urbanisme supérieur, doivent comprendre une évaluation environnementale préalable, dite « examen au cas par cas ».

Le **Décret n° 2021-1345 du 13 octobre 2021** portant modification des dispositions relatives à l'évaluation environnementale des documents d'urbanisme et des unités touristiques nouvelles a modifié **l'article R104-12 du code de l'urbanisme** relatif aux modifications de PLU entérinant cette décision du Conseil d'État.

Un nouveau dispositif de cas par cas est entré en vigueur le 01/09/2022, en application du décret du 13/10/2021 et du **Décret n°2022-1025 du 20 juillet 2022**.

La personne publique responsable (en l'occurrence la Commune) doit désormais mener l'examen permettant de conclure ou pas à la nécessité de réaliser une évaluation environnementale (EE).

- Lorsqu'elle conclut à cette nécessité, elle y procède directement, sans saisir préalablement l'Autorité environnementale (AE) ; elle soumet ensuite l'évaluation menée pour avis à l'AE.
- Lorsqu'elle conclut à l'absence de nécessité de réaliser une EE, elle devra saisir l'Autorité environnementale qui rendra un avis confirmant ou infirmant cette décision de ne pas réaliser d'EE.

Dans cette hypothèse, la saisine est accompagnée d'un dossier comprenant une description du document transmis et un exposé dont la liste détaillée des informations est définie dans un formulaire dont le contenu est précisé par l'arrêté du 26 avril 2022, un formulaire spécifique est prévu pour chacun des documents d'urbanisme : SCOT, PLU, carte communale (annexes 1 à 4 de l'arrêté du 26 avril 2022) ainsi qu'une notice pour faciliter leur remplissage.

L'Autorité environnementale rend son avis dans un délai de deux mois, il s'agit d'un avis conforme, qui s'impose à la personne publique responsable, l'absence de réponse vaut avis favorable.

Confère notamment les articles R101-34 et suivants du code de l'urbanisme.

La Commune de MÂLAIN a donc procédé, dans le cadre de la présente procédure, à une saisine de la Mission Régionale d'Évaluation Environnementale de Bourgogne Franche-Comté, afin de confirmer que la procédure n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement.

La MRAe a confirmé l'absence de soumission de la procédure à une évaluation environnementale par un avis conforme n°2024ACBFC45 en date du 22/09/2024.

LE RESPECT DE LA HIERARCHIE DES NORMES

La commune de MÂLAIN, comptant 784 habitants au 1er janvier 2023 et d'une superficie d'environ 11.22 km², est couverte par un Plan Local d'Urbanisme approuvé le 01/02/2012 et ayant fait l'objet de 2 modifications ainsi que de 2 mises en compatibilité du document d'urbanisme. MÂLAIN est une commune appartenant à la communauté de commune Ouche et Montagne, et est située à 18 km à l'Ouest de Dijon. La Commune n'est en l'état pas couverte par un SCoT.

Le régime de la compatibilité du Plan Local d'Urbanisme avec les normes supérieures a subi de profondes modifications suite à l'ordonnance n°2020745 du 17 juin 2020. Toutefois ce nouveau régime ne s'applique qu'aux schémas de cohérence territoriale, aux plans locaux d'urbanisme, aux documents en tenant lieu et aux cartes communales dont l'élaboration ou la révision est engagée à compter du 1er avril 2021.

La présente procédure étant une modification simplifiée et non une révision, l'appréciation de sa compatibilité continue donc de s'apprécier selon les dispositions des articles L. 131-4 et L. 131-6 du Code de l'urbanisme dans leur version antérieure à celle entrée en vigueur au 01/04/2021.

Dans la mesure où la commune n'est pas couverte par un SCOT, l'appréciation de la compatibilité de la présente procédure avec les normes supérieures s'apprécie selon un rapport de compatibilité direct avec les normes supérieures.

Le fait d'étendre un STECAL NI et de créer deux nouveaux STECAL Na et Nm, ne vient pas compromettre le rapport de compatibilité existant entre le document d'urbanisme et les normes supérieures qui lui sont directement applicable du fait de l'absence de SCOT intégrateur.

Le projet de modification n'a d'ailleurs pas vocation à permettre une extension de l'urbanisation existante ni une atteinte à la cohérence patrimoniale et paysagère présente de la commune. En effet le projet de modification a pour seule ambition de répondre à des besoins ponctuels d'ores-et-déjà identifiés. Il ne s'agit pas d'accroître les capacités de production de logements ni de cellules commerciales.

Comme exposé précédemment, les modifications ne portent que sur des ajustements réglementaires, elles ne sont pas de nature à entrer dans le champ d'une procédure plus lourde d'évolution du PLU. Les justifications nécessaires sont apportées au sein du chapitre 1. Ces modifications s'inscrivent en compatibilité avec les orientations du Projet d'Aménagement et de Développement Durables du PLU.

LA PRISE EN COMPTE DE L'ENVIRONNEMENT

L'article R.151-5 du Code de l'Urbanisme modifié par l'ordonnance de 2015 prévoit que le rapport de présentation du PLU (en l'occurrence, la présente notice) expose les motifs des changements adoptés.

Le présent chapitre expose la manière dont le plan prend en compte le souci de la préservation et de la mise en valeur de l'environnement ainsi que les effets et incidences attendus de sa mise en œuvre sur celui-ci. Cette évaluation vise à garantir le respect des exigences de préservation de l'environnement, dans le cadre d'un développement durable qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs.

La prise en compte de l'environnement doit être analysée au regard des différentes modifications apportées au Plan Local d'Urbanisme de la Commune, mais également au regard des récentes évolutions en la matière.

L'état initial de l'environnement de la Commune a fait l'objet d'une étude approfondie lors du PLU de 2012 qui a conclu en l'absence d'impact du projet sur l'environnement. Depuis lors, deux modifications simplifiées sont intervenues.

ÉVALUATION DES INCIDENCES LIEES AUX MODIFICATIONS DU PLU

A titre liminaire, il est rappelé que la modification des dispositions réglementaires du PLU n'a qu'une incidence minime sur l'environnement car il s'agit en premier lieu de répondre aux limites du PLU actuel, lequel ne comprend pas les exceptions habituellement admises en zone N et tenant notamment à la permission des équipements d'intérêt collectif et services publics. De plus, la modification vise à accompagner l'activité agricole en créant un STECAL agricole en zone N afin de permettre une activité de maraîchage. En somme, les projets motivants la modification ne sont pas, par leur nature et par leur dimensionnement modéré, susceptible d'avoir de fortes incidences sur l'environnement.

La commune accueille plusieurs Zones Naturelles d'Intérêts Ecologique, Floristique et Faunistique (ZNIEFF) de type 1 et de type 2 ainsi qu'une zone Natura 2000 à proximité

- ZNIEFF de type 1 du « Vallon de la Douix à Baulme-la-Roche et Mâlain et Combes Lantenay et Ancey »
 - o Concerne extension du STECAL NL et le STECAL pour le bâtiment de stockage
- ZNIEFF de type 2 de « La Montagne Dijonnaise de la vallée de l'IGNON à la vallée de l'Ouche »
 - o Concerne tout le territoire communal
- Zone Natura 2000 de « cavités à chauve-souris en Bourgogne » de type Zone Spéciale de Conservation (ZSC)
 - o Concerne extension du STECAL NL et le STECAL pour le bâtiment de stockage

La modification simplifiée n'aura pas un impact significatif sur la zone Natura 2000 ni sur les ZNIEFF en ce que, concernant le STECAL NI étendu, il s'agit essentiellement de permettre les évolutions nécessaires des constructions et aménagements préexistants, lesquels sont d'ores-et-déjà fréquentés durant les festivités de la foire des sorcières. Concernant le STECAL Nm pour le bâtiment de stockage, la modification simplifiée n'aura pas d'impact sur la zone Natura 2000 ni sur la ZNIEFF, en ce que le secteur est déjà artificialisé et en parti bâti.

Les modifications projetées ne remettent pour autant pas en cause l'équilibre établi avec les éléments naturels qui entourent les secteurs concernés.

L'inventaire des milieux humides de Bourgogne-Franche-Comté n'identifie aucun milieu de ce type sur les secteurs concernés par la création/l'extension de STECAL. La modification projetée n'aura donc pas pour effet d'impacter des zones humides.

La commune n'est pas couverte par un plan de prévention des risques mais est concernée par les risques : retrait-gonflement des argiles et remontée de nappes.

La sensibilité « forte à très forte » face au risque remontée de nappes est identifiée dans le secteur du STECAL Na. Toutefois, ce risque n'est pas déterminant s'agissant de ce secteur dans la mesure où il s'agit essentiellement de permettre des aménagements et constructions liés à l'activité agricole, en particulier des serres de culture.

Le risque retrait-gonflement des argiles est caractérisé par un aléa moyen sur le secteur NI à faible sur les autres secteurs objets de la modification.

La procédure n'a pas pour effet d'aggraver l'étalement urbain ni la consommation d'espaces Naturels, Agricoles et Forestiers (ENAF). Toutefois, l'extension du STECAL NI peut être considérée comme susceptible de produire une faible consommation d'ENAF (maximum 0.47 ha).

Le rapport de présentation du PLU, mis à jour dans le cadre de l'évaluation environnementale de 2018, évoquait les trames vertes et bleues présentes sur le territoire communal et identifiées par le SRCE de 2015 puis affinées dans le PLU approuvé la même année. Les enjeux identifiés sur le territoire communal sont les suivants :

Trame verte :

- Corridor écologique de la sous-trame « forêts » selon un axe sud-ouest – nord-est, lequel impacte le nord du bourg, en particulier les abords du château de Mâlain.
- Sous-trame pelouse pour « zones acidiphiles ou calcicoles », laquelle impacte en partie le secteur maraîcher Na.

La modification simplifiée du PLU, si elle concerne des secteurs intégrés dans la trame verte, n'a pas pour vocation de porter atteinte à cette dernière. D'une part, l'extension du STECAL NI en question se veut modérée et essentiellement limitée à des aménagements et constructions préexistants, qui sont déjà fréquentés par les visiteurs lors de la foire des sorcières. D'autre part, la création du STECAL Na se veut modérée et essentiellement limitée à la réalisation d'aménagements et constructions agricoles nécessaires à une activité maraîchère. Le STECAL Na n'engendre pas de changement de l'utilisation réelle du secteur, lequel est actuellement exploité pour l'activité agricole.

Trame bleue :

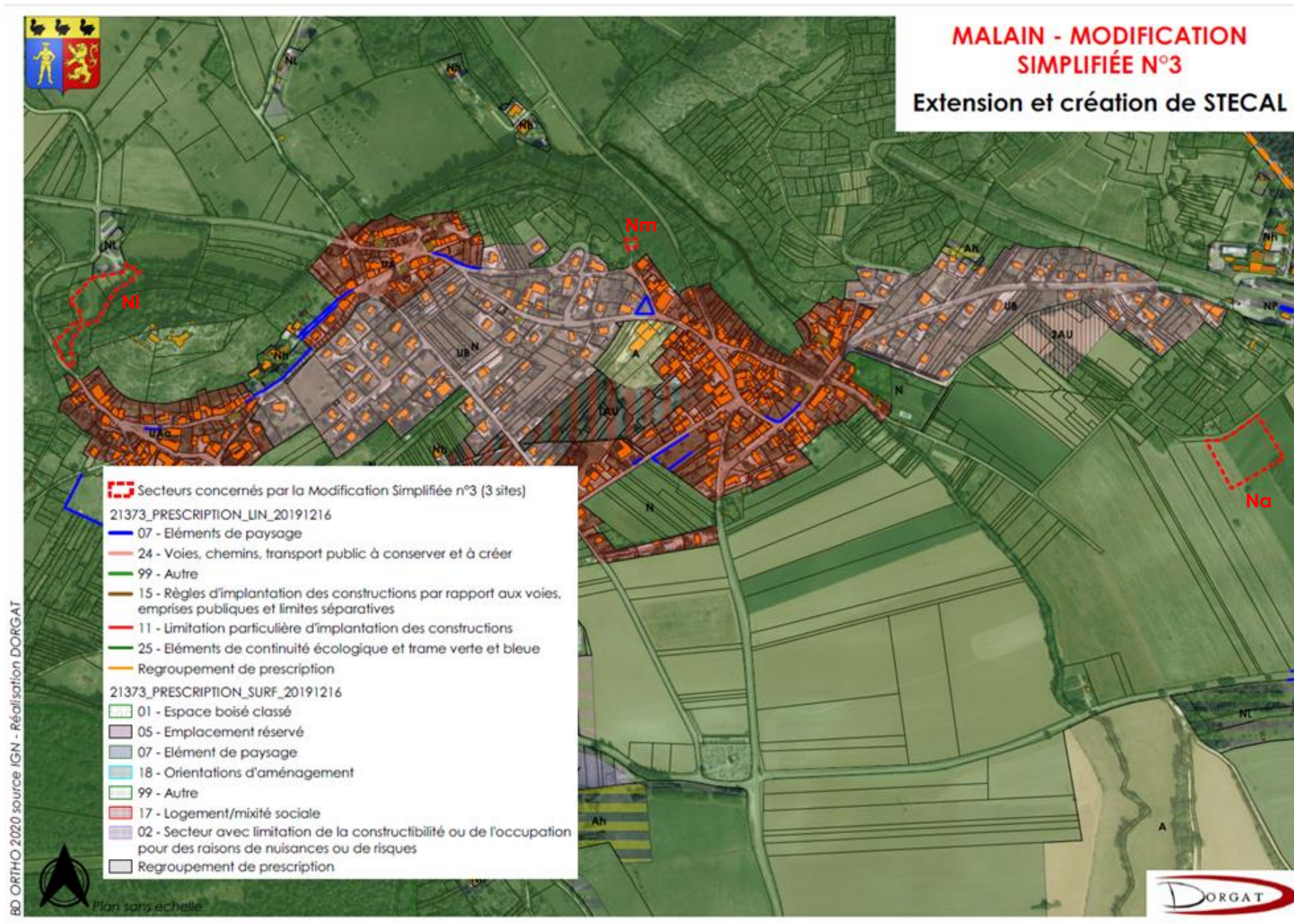
- Réservoir de biodiversité constitué par la rivière de la Douix ;

La trame bleue est peu présente à proximité des secteurs concernés par la modification du PLU, si ce n'est en contrebas du secteur Nm dédié à la réalisation du bâtiment de stockage municipal. Aucune incidence ne peut toutefois être envisagée en l'espèce dans la mesure où ce secteur est d'ores-et-déjà artificialisé et en parti bâti (présence d'un shelter, d'un transformateur et d'une plateforme).

Il est rappelé que le projet de modification n'a pas vocation à remettre en cause l'équilibre écologique du secteur.

Le projet de modification simplifiée du PLU de Mâlain ne produit donc que des incidences minimales sur l'environnement.

ANNEXE 2 : Cartographie des secteurs concernés par la procédure soumise à l'avis de l'autorité environnementale



ANNEXE 3

Auto-évaluation

1 - Rappel de la procédure engagée :

Modification simplifiée n°3 du Plan Local d'Urbanisme de Mâlain.

2 - Stade de transmission de la demande :

La présente demande de cas par cas est transmise à un stade précoce.

La demande est transmise préalablement à la réunion d'examen conjoint des personnes publiques associées. Il est rappelé que la Commune devra délibérer avant la mise à disposition pour se positionner sur la nécessité ou non de réaliser une évaluation environnementale. La décision du conseil municipal se basera alors sur la présente auto-évaluation ainsi que sur l'avis conforme de la MRAe suite à la présente saisine.

3 - Caractéristiques générales et description des évolutions apportées au PLU :

La procédure de modification porte sur l'extension d'un STECAL NI existant et sur la création de deux autres STECAL en zone N.

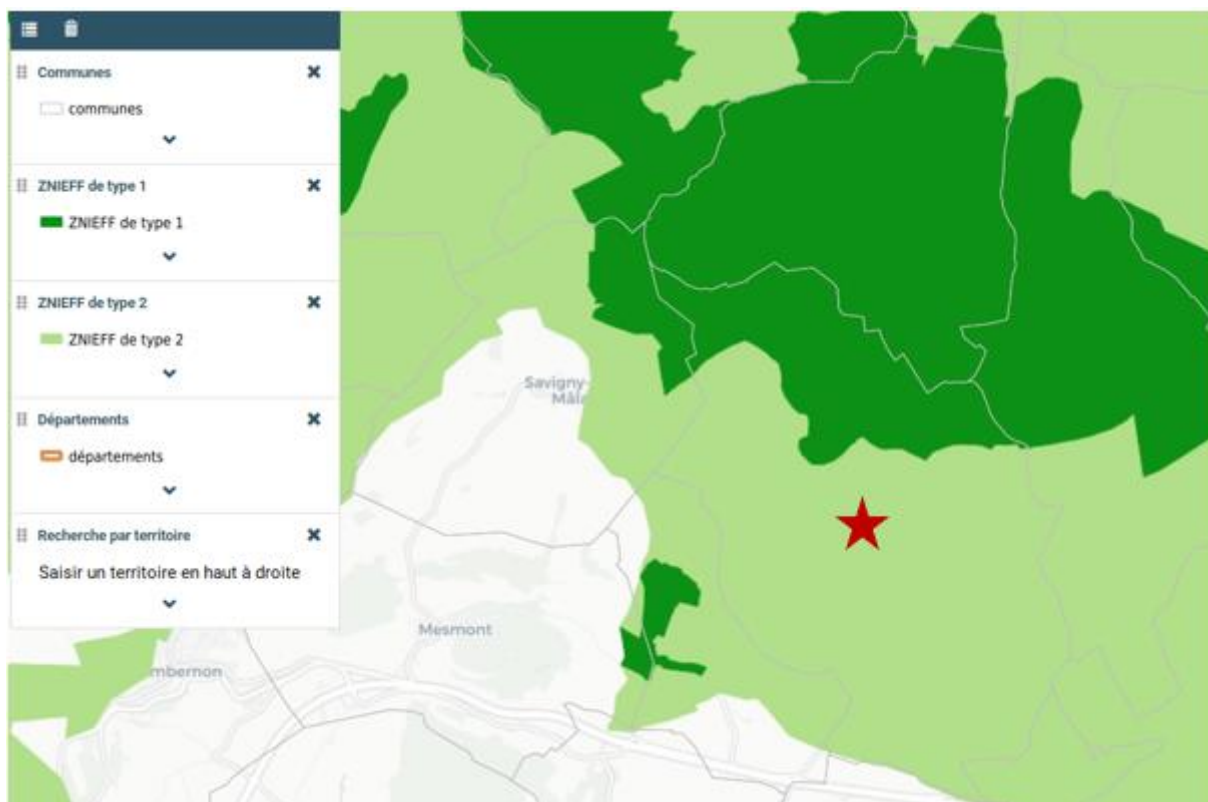
Elle consiste à modifier le règlement graphique du PLU de 2012 en étendant le périmètre du STECAL NI situé à proximité du château et en créant 2 STECAL Nm et Na visant respectivement à : permettre la création d'un bâtiment de stockage sur une petite emprise déjà artificialisée et en partie urbanisée d'une part, ainsi que l'accueil d'une activité maraîchère en zone N d'autre part.

Par la même occasion, la modification simplifiée conduit à faire évoluer le règlement textuel du PLU afin d'intégrer les 2 nouveaux STECAL au sein des articles liés à la zone N et d'y prévoir les dispositions propres à ces nouveaux secteurs.

4 - Sensibilité environnementale des zones concernées :

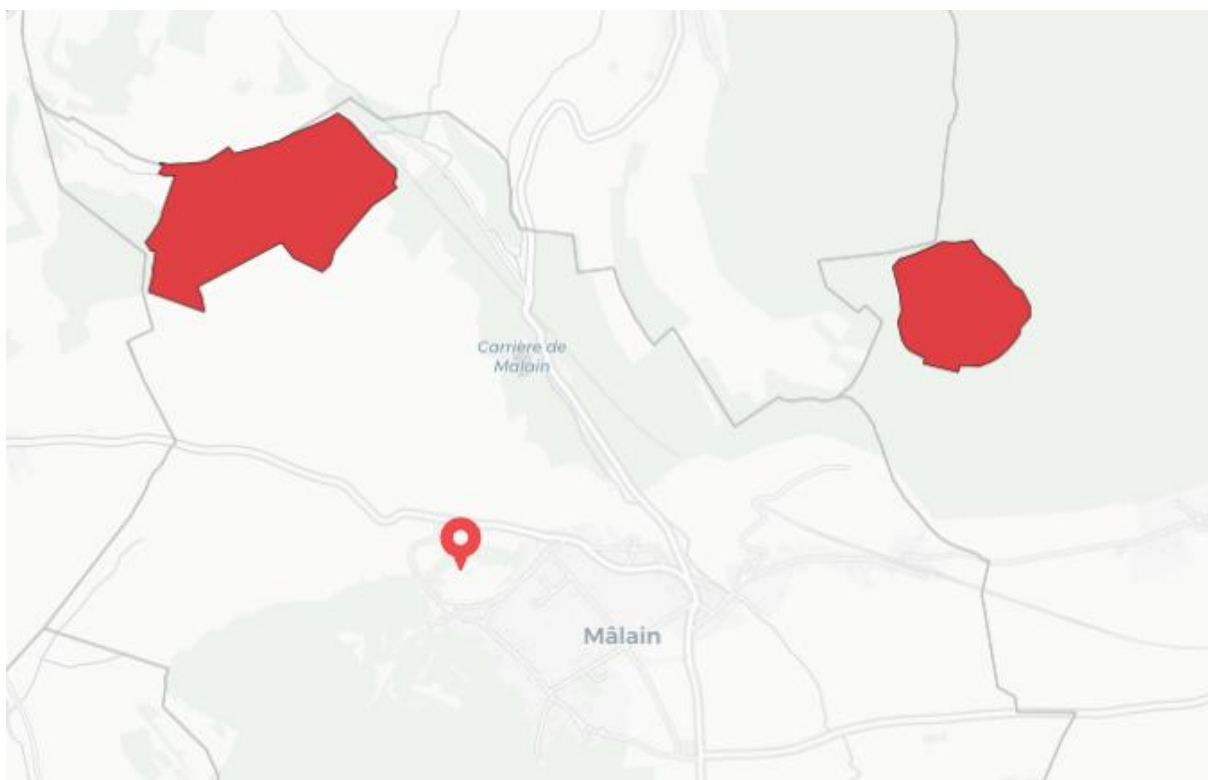
Le territoire communal de Mâlain est composé de plusieurs ZNIEFF de type I et II :

- ZNIEFF de type 2 de « La Montagne Dijonnaise de la vallée de l'IGNON à la vallée de l'Ouche » : concerne l'entièreté du territoire communal.
- ZNIEFF de type 1 du « Vallon de la Douix à Baulme-la-Roche et Mâlain et Combes Lantenay et Ancy » : concerne les secteurs de l'extension du STECAL NI et de création du STECAL Nm pour le bâtiment de stockage.



ZNIEFF de type I et II à Mâlain – Source : cartes.ternum-bfc

L'arrêté de protection de biotope le plus proche est celui de la « carrière souterraine de Mâlain » situé à la limite Nord-Ouest du territoire communal, soit selon une distance importante de l'ensemble des secteurs concernés par la modification simplifiée. De même, un autre arrêté situé à distance est localisé sur le territoire communal d'Ancey.



Arrêté de protection de biotope – Source : Géoportail

5 - Analyse des incidences éventuelles sur l'environnement et les sites NATURA 2000 :

Rappels des principes exposés dans la notice descriptive du formulaire :

L'analyse des incidences notables sur l'environnement ou de la susceptibilité d'affecter significativement un site Natura 2000 est proportionnée à l'importance de la procédure menée, aux effets de sa mise en œuvre ainsi qu'aux enjeux environnementaux de la zone considérée.

Un projet de plan ou programme est considéré comme étant susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement lorsque, en raison de sa nature, s'il risque de transformer de façon substantielle ou irréversible des facteurs d'environnement, tels que la faune et la flore, le sol ou l'eau, indépendamment de ses dimensions.

Les effets notables probables sur l'environnement doivent être envisagés « ...y compris sur des thèmes comme la diversité biologique, la population, la santé humaine, la faune, la flore, les sols, les eaux, l'air, les facteurs climatiques, les biens matériels, le patrimoine culturel, y compris le patrimoine architectural et archéologique, les paysages et les interactions entre ces facteurs » Annexe I, f) de la Directive 2001/42/CE. Pour les effets notables probables sur l'environnement, il « faudrait inclure ici les effets secondaires, cumulatifs, synergiques, à court, à moyen et à long termes, permanents et temporaires, tant positifs que négatifs. »

La probabilité, la durée, la fréquence, le caractère réversible, cumulatif des incidences, sont autant de caractéristiques permettant de déterminer si l'impact environnemental de la mise en œuvre du document d'urbanisme sur les zones touchées est important.

La présente auto-évaluation permet de souligner les éléments pertinents en rapport avec la procédure qui permettent de justifier l'absence de nécessité de réaliser une évaluation environnementale.

• 5.1 - Les modifications sont-elles susceptibles d'affecter significativement un site Natura 2000 ?

Est considéré comme susceptible d'affecter un site NATURA 2000 un plan, non directement lié ou nécessaire à la gestion d'un site Natura 2000, qui risque de compromettre les objectifs de conservation de celui-ci. L'appréciation du risque doit être effectuée notamment à la lumière des caractéristiques et des conditions environnementales spécifiques du site concerné par un tel plan.



La modification simplifiée du PLU est susceptible d'avoir quelques effets sur un site NATURA 2000. Le site NATURA 2000 « cavités à chauve-souris en Bourgogne » relevant de la directive Habitats est localisé sur une partie Nord du territoire communal et recouvre 2 des 3 secteurs concernés par le projet de modification simplifiée, à savoir l'extension du STECAL NI à proximité du château et la création du STECAL Nm au Nord de la rue des vignes.

La modification simplifiée n'induit cependant pas d'incidences significatives sur le site en ce que la zone Natura 2000 recouvre toute une partie du tissu bâti existant du village. De plus, s'agissant du STECAL Nm, la création du bâtiment de stockage municipal s'inscrit sur un secteur d'ores-et-déjà artificialisé, aménagé et en partie bâti (comprenant des installations techniques notamment). Dès lors, la modification règlementaire n'aura pas pour conséquence de compromettre la conservation du site Natura 2000, ce site étant déjà « dégradé », la construction d'un bâtiment n'aggraverait pas la situation initiale.

S'agissant de l'extension vers le Sud du STECAL NI, cette modification est susceptible d'avoir un impact sur la zone Natura 2000. Cet impact demeurera toutefois modéré au regard : de la superficie de l'extension, de ses caractéristiques et des contraintes propres au STECAL NI et notamment prévues par le règlement textuel. L'un des objectifs de la procédure étant de permettre de faire évoluer les aménagements et constructions mobilisés lors de la « foire des sorcières » dans ce secteur, la situation de la zone Natura 2000 ne devrait donc pas être aggravée.

Il est rappelé que la fiche technique du site NATURA 2000 met en évidence les éléments détaillés ci-dessous, pour lesquels la mise en œuvre du projet n'apporte aucune sensibilité ou risques éventuels.

Autres caractéristiques du site

Il se caractérise principalement par les cavités, naturelles ou artificielles, occupées par les chiroptères en hibernation, la couverture végétale en projection du réseau souterrain et les abords immédiats de l'entrée des cavités.

Qualité et importance

Ce site est constitué par un ensemble de grottes et de cavités naturelles et artificielles réparties sur les départements de la Côte d'Or, de l'Yonne et de la Nièvre et présentant un très grand intérêt pour la reproduction et l'hibernation de nombreuses espèces de Chiroptères. A noter la présence du Rhinolophe euryale sur les cavités de Mâlain à Ancey et du Minioptère de Schreibers à la Grotte du Contard.

Il est composé de 5 " entités " réparties sur 11 communes et ce, sur toute la Bourgogne. Chaque entité présentant une à plusieurs cavités.

En France, toutes les espèces de chauves-souris sont intégralement protégées sur le territoire national et considérées comme prioritaires en Europe. Au sein des périmètres de ce site Natura 2000 FR2600975, il a été noté la présence de 15 espèces de chauves-souris dont 8 sont d'intérêt européen. Toutes sont présentes en hibernation et 5 espèces de chauves-souris sont concernées par des gîtes de mise bas.

Le type d'habitat principal du site Natura 2000 FR2600975 est inscrit à l'annexe I de la Directive " Habitats, Faune-Flore " sous l'intitulé " Grottes non exploitées par le tourisme ". Cet habitat est de très grande importance pour la conservation d'espèces d'intérêt européen de la même directive (chauves-souris, amphibiens...).

Le type d'habitat principal du site Natura 2000 FR2600975 est inscrit à l'annexe I de la Directive " Habitats, Faune-Flore " sous l'intitulé " Grottes non exploitées par le tourisme ". Cet habitat est de très grande importance pour la conservation d'espèces d'intérêt européen de la même directive (chauves-souris, amphibiens...).

Vulnérabilité

Il se caractérise principalement par les cavités, naturelles ou artificielles, occupées par les chiroptères en hibernation, la couverture végétale en projection du réseau souterrain et les abords immédiats de l'entrée des cavités.

Les chauves-souris sont très sensibles au dérangement pendant la période de mise bas ou d'hibernation. Un aménagement ou des dérangements répétés liés à une surfréquentation humaine des lieux de vie (travaux, aménagement touristique, spéléologie, reprise d'exploitation de carrières...) peuvent entraîner la mortalité de chauves-souris ou leur déplacement vers d'autres sites plus paisibles. La disparition des gîtes ou leur modification est une des causes du déclin des chauves-souris (travaux condamnant l'accès par les chauves-souris comme la pose de grillage dans les clochers d'églises, fermeture de mines ou carrières souterraines, rénovation de ponts et d'ouvrages d'art, coupe d'arbres creux, modification des accès ou de la couverture végétale des cavités)

Les modes de gestion forestiers favorisant les peuplements autochtones et diversifiés (gestion en futaie irrégulière, jardinée, taillis-sous-futaie) permettent de répondre favorablement aux exigences écologiques des différentes espèces de chauves-souris. A contrario, les traitements trop uniformes, notamment à base d'essences non autochtones, n'offrent pas les mêmes capacités d'accueil.

Les milieux aquatiques offrent des habitats favorables au développement des insectes, source d'alimentation d'un cortège d'espèces dont les chauves-souris. Le maintien des ripisylves en bon état s'avère ainsi très important pour celui des chauves-souris. Des pratiques agricoles et sylvicoles extensives sont garantes de leur maintien et de la bonne qualité des eaux. Une modification de ces pratiques risque d'en modifier la qualité. En revanche, les cultures intensives, la suppression de haies, de boqueteaux et de petits bois, ainsi que le retournement des prairies constituent des facteurs d'isolement des populations pour de nombreuses espèces faunistiques (en particulier les amphibiens et les chauves-souris).

- **5.2 - La procédure a-t-elle des incidences, directes ou indirectes, sur les milieux naturels et la biodiversité ?**

De manière générale il est mis en avant que les sensibilités environnementales du site sont très limitées. Une approche plus micro est effectuée pour souligner l'absence de sensibilité.

À ce titre, il est rappelé que les secteurs concernés par la modification simplifiée sont de nature différente :

- L'extension du STECAL NI :

Elle a lieu en zone N, en frange urbaine, dans la continuité Sud du STECAL préexistant. Un impact sur le milieu naturel/la biodiversité peut être envisagé mais celui-ci se révélerait minime et négligeable en ce que l'objet de cette extension est de permettre les aménagements et constructions liés à la fête des sorcières et consiste donc en un encadrement juridique de constructions/aménagements existantes et habituellement fréquentées par le public. La nature même de la manifestation exclut un impact significatif sur le milieu naturel dans la mesure où le cadre naturel/champêtre consiste en un des éléments caractéristiques de la manifestation et qu'il sera préservé même après la modification simplifiée.

- La création du STECAL Nm :

Elle a lieu en zone N, sur un espace artificialisé/urbanisé, avec la préexistence d'une plateforme bétonnée, d'un shelter fibre et d'un transformateur EDF. Le STECAL n'aura donc aucun effet sur le milieu naturel/la biodiversité dans la mesure où le secteur est déjà « dégradé » et urbanisé.

- La création du STECAL Na

Elle a lieu en zone N, sur des parcelles à vocation agricole actuellement en grande culture. La création de serres et d'un aménagement de recueil des eaux pluviales auront un impact sur le milieu naturel en ce qu'il ne sera plus exclusivement « végétal ». Pour autant, cet impact demeure modéré au regard de la surface concernée et de l'objet de ce STECAL, lequel visant à favoriser le développement de l'activité maraîchère. De plus, le milieu naturel/la biodiversité sont probablement peu développés dans la configuration actuelle au regard du type d'exploitation en grande culture de la parcelle.



Localisation des STECAL NI, Nm et Na - Source : Géoportail

- **5.3 – Lorsque la procédure a pour effet une consommation d'espaces naturels, agricoles ou forestiers :**

- Quelle est la surface d'espaces consommée ?

La consommation d'ENAF maximale induite par la présente procédure s'élève à environ 0.47 ha, soit l'emprise du STECAL NI étendu. Les STECAL Na et Nm ne produisent pas de consommation d'ENAF, le premier consistant en des constructions et aménagements agricoles, le second consistant en une construction sur un terrain d'ores-et-déjà artificialisé (plateforme bétonnée) et aménagé (en parti bâti).

- o La procédure en cours respecte-t-elle les objectifs chiffrés de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain énoncés dans le projet d'aménagement et de développement durables du PLU ou le document d'orientation et d'objectifs (DOO – art. L. 141-6 du code de l'urbanisme) du SCoT (en prenant en compte la consommation induite par la procédure en cours) ?

Non concerné car la commune n'est pas couverte par un SCoT et que le PLU de 2012 ne prévoyait pas d'objectifs chiffrés de modération de la consommation d'espaces et de lutte contre l'étalement urbain.

- o Quelle est l'évolution de la consommation de l'espace par rapport aux tendances passées, notamment par rapport à la consommation des espaces naturels, agricoles et forestiers au cours des 10 années précédant l'approbation du document ou depuis la dernière révision du document d'urbanisme ?

Non concerné.

- o Si la procédure en cours correspond à une capacité de densification et de mutation des espaces bâtis identifiée dans le document d'urbanisme, quelle est la localisation de cette densification (« dent creuse », friche urbaine, etc.) ?

Non concerné.

• 5.4 – Lorsque la procédure a des incidences sur une zone humide :

- o Quel type de zone humide est concerné ? Est-elle identifiée par un SDAGE, un SAGE, ou autre ?

Non concerné. Le STECAL Nm est celui localisé le plus proche d'une zone humide, MAIS n'est pas situé sur l'emprise d'une telle zone. La zone humide en question est la ripisylve de la Douix (rivière) située en contrebas (environ 20 mètres de dénivelé) et à une distance comprise entre 80 et 150m. De plus, la procédure n'a pas d'impact sur cette zone humide, le site étant déjà urbanisé/artificialisé.

- o La procédure a-t-elle pour effet d'améliorer sa préservation et sa gestion durable ?

Non concerné

- o A-t-elle un impact négatif sur son fonctionnement, sur l'un des services écosystémiques qui lui est associé ?

Non concerné.

- o La procédure a-t-elle pour objet de permettre des extensions, annexes et piscines en zone agricole (« zone A ») ou en zone naturelle (« zone N ») ? Dans l'affirmative :

Non concerné.

Quelle est l'estimation du nombre des bâtiments pouvant prétendre à une extension et/ou annexes et/ou piscines ?	Non concerné
Quelle est la surface d'extension et annexe autorisée, la surface de plancher maximum après extension ?	Non concerné
Quelle est la superficie des zones A et N concernées ?	Non concerné

--	--

• **5.5 - La procédure a-t-elle des incidences sur l'eau potable ?**

Non concerné.

5.6 - La procédure a-t-elle des incidences sur la gestion des eaux pluviales ?

La gestion des eaux pluviales demeurera pratiquement inchangée suite à cette procédure si ce n'est la possibilité pour le STECAL Na de créer un aménagement permettant la collecte d'eaux pluviales afin d'assurer notamment un approvisionnement en eau de l'activité de maraîchage visée. Les deux autres STECAL n'auront pas d'influence sur cette gestion, l'infiltration à la parcelle étant toujours privilégiée.

5.7 - La procédure a-t-elle des incidences sur l'assainissement ?

Non concerné.

5.8 - La procédure a-t-elle des incidences sur le paysage ou le patrimoine bâti ?

- Concernant le STECAL Nm :

La procédure n'a aucune incidence sur le paysage ou sur le patrimoine bâti, le secteur étant camouflé dans un environnement boisé/végétal et le cœur du site étant actuellement peu qualitatif visuellement.

- Concernant le STECAL Na :

La procédure peut avoir des conséquences modérées en ce que la création d'aménagements/constructions : serre, bassin de recueil des eaux pluviales... va conduire à un changement visuel sur la parcelle concernée. La vue depuis les RD 104c et 33 sera nécessairement légèrement impactée. Pour autant, le projet a intégré ces considérations en amont, les porteurs de projet ayant notamment traité avec les services de la DRAC pour minimiser les impacts paysager en lien avec le site archéologique présent sur le territoire communal. De plus, les serres seront intégrées dans le paysage au moyen de la plantation de haies vives sur le STECAL en question. Par ailleurs, l'exclusion du bosquet existant du périmètre du STECAL participe de sa préservation et donc d'une meilleure insertion paysagère du projet. Dès lors, les effets modérés de la procédure en la matière sont anticipés.

- Concernant le STECAL NI :

La procédure est susceptible d'avoir des conséquences modérées en ce que l'extension du STECAL permettra certains aménagements et constructions. Pour autant, l'insertion paysagère des éléments préexistants (scène, buvette...) et à venir est assurée par le cumul : du couvert boisé/végétal et de la topographie. De plus, le secteur est situé sur le versant Ouest de la colline du château, soit un versant dissimulé du regard depuis le village.

La procédure est donc susceptible de n'avoir que des incidences modérées sur le paysage, ces incidences ayant été anticipées et intégrées par les porteurs de projets.

5.9- La procédure concerne-t-elle des sols pollués, a-t-elle des incidences sur les déchets ?

Non concerné.

5.10 - La procédure a-t-elle des incidences sur les risques et nuisances ?

- La procédure concerne-t-elle des secteurs soumis à des risques ou aléas naturels (inondation, mouvement de terrain, avalanche, feu de forêts, etc.) ?

Non concerné.

- La procédure concerne-t-elle des secteurs soumis à des nuisances connues (pollutions diverses, nuisances sonores, lumineuses, vibratoires, olfactives, etc.), la procédure est-elle susceptible d'entraîner de telles nuisances ?

Non concerné.

5.11- La procédure a-t-elle des incidences sur l'air, l'énergie, le climat ?

- Y a-t-il, sur le territoire, des enjeux spécifiques relevés par le schéma régional du climat, de l'air et de l'énergie (SRCAE) ou le schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET), le plan climat air énergie territorial (PCAET), le plan de protection de l'atmosphère ?

Non concerné.

- Le territoire est-il compris dans un territoire ayant fait l'objet d'un dépassement des valeurs limites réglementaires de la qualité de l'air récurrent et persistant ? (est-il concerné par l'une des « feuilles de route de la qualité de l'air », cf. <https://www.ecologique-solidaire.gouv.fr/politiques-publiques-reduirepollution-lair>), la procédure a-t-elle pour effet d'améliorer ou d'aggraver la situation ?

Non concerné.

- La procédure a-t-elle une influence sur la forme urbaine, sur la dispersion ou la concentration des polluants atmosphériques ? La procédure a-t-elle pour effet d'améliorer ou d'aggraver la situation ?

Non concerné.

- La procédure a-t-elle une influence sur l'implantation d'établissements sensibles (établissements de garde d'enfants, d'enseignement, de santé) aux abords d'une source de pollution (le long d'une infrastructure ou à proximité de zone d'activité émettrices de pollution, etc.) ? La procédure a-t-elle pour effet d'améliorer ou d'aggraver la situation ?

Non concerné, la procédure n'a pas d'impact sur la situation.

- La procédure a-t-elle une influence sur l'exposition de la population ? A-t-elle pour effet d'améliorer (réduction du nombre de personnes exposées) ou d'aggraver la situation ?

Non concerné.

- La procédure a-t-elle une influence sur la mobilité ? A-t-elle pour effet d'améliorer ou d'aggraver la situation ?

Les conditions de mobilité du site ne sont pas remises en cause et la procédure n'a pas d'incidence directe sur la mobilité. Le STECAL Na conservera une orientation agricole qu'il possède déjà actuellement (bien qu'il soit classé en zone N), et continuera de bénéficier des liaisons et chemins agricoles existants. De plus, sa localisation permet un accès piéton direct aux exploitants agricole depuis le siège de l'exploitation de maraîchage, ce qui limite les besoins en mobilité véhiculée.

L'extension du STECAL NI n'a aucune incidence sur la mobilité en ce que les lieux sont déjà fréquentés lors de la « foire des sorcières », la procédure ayant justement pour but de mieux faire coïncider la réalité concrète et pratique avec les règles d'urbanisme.

La création du STECAL Nm n'a aucune incidence sur la mobilité, les lieux étant d'ores-et-déjà une plateforme de tri sélectif comprenant des installations publiques ou d'intérêt général.




























En conclusion la procédure ne présente pas d'incidence notable sur l'environnement et ne nécessite donc pas de réaliser une évaluation environnementale. Elle ne produit par ailleurs qu'une consommation d'espaces (ENAF) minime.

ANNEXE 4

Version dématérialisée du PLU

Plan local d'urbanisme de la Commune de MALAIN approuvé par délibération en date du 01/02/2012.

Transmission des pièces en format PDF, également consultables sur le site du Géoportail de l'urbanisme. Le dossier approuvé transmis à l'appui de la demande de cas par cas comporte les pièces suivantes :

Fichier	Nom
 58193_procedure_20151207.pdf	Procédure
 58193_rapport_20151207.pdf	Rapport
 58193_padd_20151207.pdf	Projet d'aménagement et de développement durables
 58193_reglement_20151207.pdf	Règlement écrit
 58193_reglement_graphique_1_20151207.pdf	Règlement graphique 1
 58193_reglement_graphique_2_20151207.pdf	Règlement graphique 2
 58193_reglement_graphique_3_20151207.pdf	Règlement graphique 3
 58193_reglement_graphique_4_20151207.pdf	Règlement graphique 4
 58193_reglement_graphique_5_20151207.pdf	Règlement graphique 5
 58193_reglement_graphique_6_20151207.pdf	Règlement graphique 6
 58193_SDA_01_20151207.pdf	SDA 01
 58193_SDA_02_20151207.pdf	SDA 02
 58193_informations_archeologiques_20151207.pdf	informations archeologiques
 58193_liste_sup_20151207.pdf	liste sup
 58193_plan_AEP_01_20151207.pdf	plan AEP 01
 58193_plan_AEP_02_20151207.pdf	plan AEP 02
 58193_plan_EU_20151207.pdf	plan EU
 58193_plan_PPRI_Loire_01_20151207.pdf	plan PPRI Loire 01
 58193_plan_PPRI_Loire_02_20151207.pdf	plan PPRI Loire 02
 58193_plan_PPRI_Vrille_01_20151207.pdf	plan PPRI Vrille 01
 58193_plan_PPRI_Vrille_02_20151207.pdf	plan PPRI Vrille 02
 58193_plan_annexe_20151207.pdf	plan annexe
 58193_plan_sup_01_20151207.pdf	plan sup 01
 58193_plan_sup_02_20151207.pdf	plan sup 02
 58193_reglement_PPRI_Loire_20151207.pdf	reglement PPRI Loire
 58193_reglement_PPRI_Vrille_20151207.pdf	reglement PPRI Vrille
 58193_orientations_amenagement_20151207.pdf	OAP